



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

CTL  
Renault  
Lardy

*l'étincelle*

*pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire*

Contact : [cr@convergencesrevolutionnaires.org](mailto:cr@convergencesrevolutionnaires.org)

Lundi 24 février 2020

## En Algérie : Un an après, le Hirak est toujours là !

**« On est pas venus pour faire la fête, mais pour vous faire partir ! ». C'est avec ce slogan que, dans les rues d'Alger et de nombreuses autres villes d'Algérie, les manifestants ont encore défilé par dizaines de milliers le week-end dernier. Et même ce week-end-là deux jours d'affilée, le vendredi comme chaque semaine depuis un an, et le samedi jour anniversaire de la première grande manifestation du Hirak (le mouvement), le 22 février 2019.**

### Contre le clan au pouvoir, une révolte sociale

Eh oui, un an après ils sont toujours là, toujours décidés à en finir avec un régime de privilégiés qui mettent dans leurs poches les richesses du pays pendant que la population, elle, fait face au chômage de masse, aux salaires de misère, et à l'indigence des services publics... Avec un régime où l'armée exerce le pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1962, et où, depuis, s'est développée une clique de grands patrons qui ont bâti leurs fortunes à l'ombre de l'Etat et de l'armée. Dont l'un d'ailleurs avait été reçu en grande pompe par Macron il n'y a pas si longtemps, pour le féliciter des bonnes affaires qu'il fait également en France.

Coté libertés, les Algériens ne les ont pas demandées, ils les ont prises. Alors que les manifestations sont interdites depuis la guerre civile des années 1990, ils se sont réapproprié la rue, hommes et femmes, toutes générations confondues, dans le cadre d'un mouvement tellement massif qu'il a rassemblé des millions de personnes. Le pouvoir a bien tenté de réprimer, en arrêtant des manifestants, mais il a dû reculer face à une détermination intacte.

### « Qu'ils partent tous, la bande des voleurs »

Le Hirak avait commencé en février 2019, à l'annonce que le président Bouteflika, 82 ans, allait briguer un cinquième mandat présidentiel. Malade depuis des années, il n'était plus en état de gouverner. Mais peu importe, il était le président fantoche derrière lequel se cachait le vrai pouvoir, celui des hauts gradés et celui des grands hommes d'affaires, tous plus ou moins liés aux divers clans de l'armée et du pouvoir.

Mais le 10 mars 2019, au bout d'un mois de manifestations, après un appel à la grève générale largement suivi dans les entreprises, les commerces dont le rideau de fer restait baissé, dans les écoles et

les universités, les hommes au pouvoir retiraient la candidature de Bouteflika.

Le chef d'état-major, Gaïd Salah prenait ouvertement les rênes du pays, et promettait une nouvelle élection avec de nouveaux candidats pour le mois de juillet. Mais la supercherie n'a rien changé : « qu'ils s'en aillent tous », « tous ceux qui volent le pays » à commencer par Gaïd Sallah lui-même, ont repris les manifestants.

### Un peuple qui ne s'en laisse pas conter

Alors Gaïd Salah a fait mine de faire du social en faisant jeter en prison, pour corruption, un certain nombre de grands patrons algériens. « Ils règlent leurs comptes entre eux » ont dit les manifestants. Quant à l'élection présidentielle annoncée pour juillet elle est passée à l'as : les seuls candidats potentiels, tous de vieux routiers de la politique algérienne, détestés de la population, n'ayant même pas osé se présenter.

Quand l'élection a finalement eu lieu en décembre, son gagnant, Abdelmadjid Tebboune, ancien Premier ministre de Bouteflika et proche du chef d'état-major Gaïd Salah, n'a été élu que par une minorité de votants, une majorité d'Algériens ayant boudé les urnes (avec pas moins de 60 % d'abstentions). Ni son élection, ni la mort peu après du général Gaïd Salah, aussitôt remplacé par un autre « homme fort » de l'état-major n'ont changé quoi que ce soit. Personne ne fait confiance à tous ces gens du pouvoir.

Et la colère est toujours là. Le Hirak, un an après, continue malgré les tentatives de le réprimer, puisque les arrestations continuent, et des grèves ont repris dans le pays.

**Car il ne s'agit pas de changer simplement un président par un autre. C'est le régime lui-même qu'il faut changer disent les Algériens. Nous qui en avons ras-le-bol de Macron et son monde, on ferait bien d'en prendre de la graine.**

## **Les directeurs changent, pas l'orientation**

Le nouveau directeur de l'ingénierie est venu à Lardy la semaine dernière. Arrivé il y a moins de 2 mois en provenance de PSA, il a déjà un avis sur tout. Le design des voitures, le rangement des ateliers, le montant des investissements à Lardy, le nom des sociétés de sous-traitance qu'il faut choisir. Porter un nouveau regard sur les choses, pourquoi pas...

Mais ceux qui l'ont entendu ont compris que rien n'allait changer sur le fond : chaque euro investi devra être justifié et il faudra faire encore plus d'économies !

D'où qu'ils viennent, les dirigeants n'ont qu'une priorité : réduire les coûts pour augmenter les profits. Ghosn disait que le « talent » devait se payer... on en a assez d'en faire les frais !

## **Vestalia : la force des travailleurs, c'est la grève !**

Il y a deux semaines, les salariés prestataires Vestalia du Technocentre se sont mis en grève pour protester contre l'attribution arbitraire d'une prime de sécurité et pour revendiquer de meilleurs salaires. La direction (qui parlait d'une augmentation de 1 % et d'une modulation du temps de travail) a tenté de casser la grève par des menaces et de vagues promesses. Mais ça n'a pas marché : les salariés réunis en assemblée générale ont reconduit la grève pendant 4 jours. Et les patrons ont été obligés de lâcher une augmentation générale d'au moins 2 % (+1,3 % du salaire de base avec 30 € de talon, puis +0,7 % du total, soit un minimum d'augmentation de 41 €).

C'est deux fois plus que ce qui était prévu lors des NAO. Les grévistes ont aussi obtenu le versement de la même prime de sécurité pour tous (135 €) et une prime exceptionnelle pour tous, et non plus à la tête du client. La preuve que la lutte paie plus que les négociations dans les salons... Les salariés de Vestalia l'ont bien compris et ne comptent pas en rester là et le disent clairement : « Nous nous sommes faits respecter. Ce n'est qu'un début. Le combat continue ! ».

## **On ne négocie pas avec les maître-chanteurs**

La nouvelle direction de Renault a décidé de sortir un bilan financier 2019 négatif malgré une marge opérationnelle de 4,8 % (plus de 2,5 milliards d'euros). Manière pour les nouveaux chefs de renvoyer la responsabilité sur le dos de l'ancienne direction Bolloré et surtout de justifier leur sale travail de menace sur l'emploi, avant le plan de compétitivité qui se profile pour 2020.

La directrice par intérim C. Delbos a ainsi déclaré qu'elle « n'avait pas de tabous concernant des fermetures d'usines ». La ficelle est grosse mais la menace réelle.

Combattons toutes les suppressions d'emplois, celles qui concernent les prestas, les intérimaires comme les salariés Renault, dans les usines comme dans l'ingénierie. Car notre seule issue, c'est de nous unir pour que la peur change de camp.

## **Ça y est, ça ruisselle enfin !**

Ils nous l'avaient bien dit : il faut rémunérer les premiers de cordée et après ça ruissellera sur les plus humbles. Bon, pour l'instant, on ne parle pas des salaires et des 0% d'Augmentations Générales de Salaire des ETAM et des cadres chez Renault...

C'est plutôt les salariés du L16 RDC qui ont pris la flotte sur le coin de la figure quand une batterie d'eau a cédé.

Bâtiments en manque de maintenance, investissements au ras des pâquerettes, les conséquences coulent de source... Pour éviter que le site parte à vau-l'eau, exigeons que la direction sorte le chéquier !

## **Double langage**

À la présentation des résultats financiers, C. Delbos dit dormir sur ses deux oreilles avec 15,8 milliards en caisse et moins de 2 milliards de dettes à rembourser dans les 3 prochaines années. De quoi rassurer les actionnaires... Pour les salariés en revanche, ce n'est pas le même discours : on nous répète que c'est la crise, qu'il faudra se partager les miettes et se serrer la ceinture.

Du violon pour les uns et du pipeau pour les autres, c'est sûr que la direction connaît la musique. À nous de jouer notre propre partition.

## **En mai, fais ce qu'il te plaît !**

La direction Renault annonce qu'elle présentera un plan pour réaliser 2 milliards d'économie sur 3 ans en mai. Le temps de préparer le terrain et de trouver des justifications aux futurs sales coups ?

Soyons prêts à lui réserver un joli mois de mai !

## **Le capitalisme à l'aghosnie**

Ghosn a réussi à s'enfuir du Japon, pas sûr qu'il parviendra à se faire oublier pour autant... La presse a révélé un vaste système de détournement de fonds à son profit : Nissan et Renault versaient des millions (appelés « réserve du président »!) à une entreprise basée à Oman (SBA). Celle-ci finançait une société libanaise (GFI) dirigée par des proches de Carlos, qui investissait à son tour dans des entreprises de la famille Ghosn. Un montage financier passant par des sociétés-écrans qui lui aurait permis d'empocher des dizaines de millions d'euros.

La direction répète que chaque euro compte, mais ceux qui coûtent cher sont les capitalistes comme Ghosn. Combien d'emplois supprimés par ses plans de compétitivité alors que lui et ses congénères se gavaient de bénéfices plus ou moins légaux ?

Le cas de Ghosn n'est pas exceptionnel : c'est la norme dans le monde des grands patrons. Mais si les riches comme lui ont souvent les moyens de fuir les tribunaux, ils ne pourront pas s'enfuir bien loin quand nous nous déciderons à aller chercher tous les « premiers de cordée » pour reprendre ce qu'ils nous ont volé !

## **Pour quelques voix de droite...**

À l'approche des élections municipales, englué dans une contestation sociale persistante contre sa politique, Macron ressort les vieilles recettes politiciennes : une campagne raciste pour faire contre-feu à la colère sociale. Il a lancé à Mulhouse le coup d'envoi de sa manœuvre de diversion : pointer du doigt les musulmans accusés de « séparatisme ».

Des boucs émissaires qui servent à faire oublier que ceux qui sont vraiment « séparés » de notre société, ce sont Macron et son petit monde de riches.